

Rapport financier 2016

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Sainte-Brigitte-de-Laval

Code géographique : 22045

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier	S3
--	----

Section I - États financiers

Table des matières	S5
États financiers audités	S6 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements financiers non audités	S36 - S52

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

Table des matières	S54
Données prévisionnelles	S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal	S67
---	-----

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S68
---	-----

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Pierre R. Charron, atteste la véracité du rapport financier

de Sainte-Brigitte-de-Laval pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016
(Nom de l'organisme)

et que les données prévisionnelles de l'exercice 2017 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes

au budget de Sainte-Brigitte-de-Laval pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017,
(Nom de l'organisme)

adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2016-12-12 .
(Date)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2017-05-08

Section I - États financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de Ville de Sainte-Brigitte-de-Laval qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2016, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Ville de Sainte-Brigitte-de-Laval au 31 décembre 2016, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de leur dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que Ville de Sainte-Brigitte-de-Laval inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S15, S-16, S23-1, S23-2, S23-3 et S25 portent sur l'établissement de l'excédent

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

(déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Sans pour autant modifier notre opinion nous attirons l'attention sur le fait que les données prévisionnelles pour l'exercice 2017 présentées à la section III sont non auditées.

[Original signé par]

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

1 CPA auditeur, CMA, permis de comptabilité publique no A126371

DATE 2017-05-08

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Budget 2016		Réalisations 2016		Réalisations 2015
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	Redressé note 20
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	9 124 076	9 235 666		9 235 666	9 070 076
Compensations tenant lieu de taxes	2	63 150	73 823		73 823	40 054
Quotes-parts	3					
Transferts	4	182 593	319 081		319 081	284 430
Services rendus	5	238 050	403 633		403 633	249 389
Imposition de droits	6	596 598	506 737		506 737	538 941
Amendes et pénalités	7	62 000	68 855		68 855	46 298
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	100 000	136 045		136 045	75 232
Autres revenus	10	174 130	(16 400)		(16 400)	406 295
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	10 540 597	10 727 440		10 727 440	10 710 715
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15	2 320 785	87 346		87 346	16 191
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	16					
Autres	17		421 412		421 412	17 637
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	18					
	19	2 320 785	508 758		508 758	33 828
	20	12 861 382	11 236 198		11 236 198	10 744 543
Charges						
Administration générale	21	2 059 689	1 879 052	98 775	1 977 827	3 289 727
Sécurité publique	22	1 340 081	1 312 984	136 716	1 449 700	1 427 314
Transport	23	2 379 653	2 434 227	1 349 145	3 783 372	3 589 008
Hygiène du milieu	24	1 120 549	1 136 365	545 114	1 681 479	1 570 014
Santé et bien-être	25	10 923	10 006		10 006	9 267
Aménagement, urbanisme et développement	26	444 599	466 347	1 711	468 058	728 443
Loisirs et culture	27	1 095 059	1 126 724	190 376	1 317 100	1 130 781
Réseau d'électricité	28					
Frais de financement	29	695 044	672 018		672 018	703 172
Effet net des opérations de restructuration	30					
Amortissement des immobilisations	31	2 353 841	2 321 837	(2 321 837)		
	32	11 499 438	11 359 560		11 359 560	12 447 726
Excédent (déficit) de l'exercice	33	1 361 944	(123 362)		(123 362)	(1 703 183)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		2016		2015
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 361 944	(123 362)	(1 703 183)
Moins: revenus d'investissement	2 (	2 320 785 ) (	508 758 ) (	33 828)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(958 841)	(632 120)	(1 737 011)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	2 353 841	2 321 837	2 289 313
Produit de cession	5	1 000 000	11 500	
(Gain) perte sur cession	6		(11 500)	
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	3 353 841	2 321 837	2 289 313
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			333 502
Réduction de valeur / Reclassement	10		27 900	13 720
	11		27 900	347 222
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats				
Remboursement ou produit de cession	12		3 000	
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15		3 000	
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			495 237
Remboursement de la dette à long terme	17 (	1 395 000 ) (	1 401 721 ) (	1 320 235)
	18	(1 395 000)	(1 401 721)	(824 998)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	600 000 ) (	86 283 ) (	75 390)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			380 000
Excédent de fonctionnement affecté	21			
Réserves financières et fonds réservés	22	(400 000)	(298 001)	(332 422)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		(339 903)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(1 000 000)	(724 187)	(27 812)
	26	958 841	226 829	1 783 725
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		(405 291)	46 714

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016		2015
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	2 320 785	508 758	33 828
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	52 000)	55 427)	24 278)
Sécurité publique	3 (	) (	74 131)	19 294)
Transport	4 (	1 361 239)	1 394 477)	2 403 303)
Hygiène du milieu	5 (	) (	129 033)	315 565)
Santé et bien-être	6 () () () (
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	) (	91 580)	115 224)
Loisirs et culture	8 (	2 889 197)	2 853 535)	62 025)
Réseau d'électricité	9 () () () (
	10 (	4 302 436)	4 598 183)	2 939 689)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 (	) (	) (	1 000 000)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats				
Émission ou acquisition	12 () () () (
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13		1 400 000	656 000
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	600 000	86 283	75 390
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15			
Excédent de fonctionnement affecté	16			
Réserves financières et fonds réservés	17		140 637	245 580
	18	600 000	226 920	320 970
	19	(3 702 436)	(2 971 263)	(2 962 719)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(1 381 651)	(2 462 505)	(2 928 891)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016		2015
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération	1	3 053 149	3 296 998	3 521 062
Charges sociales	2	653 790	622 324	644 267
Biens et services	3	4 262 649	4 006 931	4 480 324
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	550 004	504 708	591 881
D'autres organismes municipaux	5	93 807	95 200	111 775
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	1 563	1 563	1 254
D'autres tiers	7		129	174
Autres frais de financement	8	49 670	70 418	(1 912)
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	441 715	398 438	444 086
Transferts	10			
Autres	11			
Autres organismes				
Transferts	12			
Autres	13	39 250	41 014	32 000
Amortissement des immobilisations	14	2 353 841	2 321 837	2 289 313
Autres				
- Coût des terrains vendus	15			333 502
-	16			
-	17			
	18	11 499 438	11 359 560	12 447 726

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		Budget 2016	Réalizations	
			2016	2015 Redressé note 20
Revenus				
Taxes	1	9 124 076	9 235 666	9 070 076
Compensations tenant lieu de taxes	2	63 150	73 823	40 054
Quotes-parts	3			
Transferts	4	2 503 378	406 427	300 621
Services rendus	5	238 050	403 633	249 389
Imposition de droits	6	596 598	506 737	538 941
Amendes et pénalités	7	62 000	68 855	46 298
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	100 000	136 045	75 232
Autres revenus	10	174 130	405 012	423 932
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	12 861 382	11 236 198	10 744 543
Charges				
Administration générale	14	2 158 464	1 977 827	3 289 727
Sécurité publique	15	1 477 487	1 449 700	1 427 314
Transport	16	3 751 234	3 783 372	3 589 008
Hygiène du milieu	17	1 673 563	1 681 479	1 570 014
Santé et bien-être	18	10 923	10 006	9 267
Aménagement, urbanisme et développement	19	446 310	468 058	728 443
Loisirs et culture	20	1 286 413	1 317 100	1 130 781
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	695 044	672 018	703 172
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	11 499 438	11 359 560	12 447 726
Excédent (déficit) de l'exercice	25	1 361 944	(123 362)	(1 703 183)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		26 012 575	27 640 623
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	27		(554 648)	(479 513)
Solde redressé	28		25 457 927	27 161 110
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		25 334 565	25 457 927

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Budget 2016	Réalizations	
			2016	2015 Redressé note 20
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 361 944	(123 362)	(1 703 183)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	4 302 436 ) (	4 598 183 ) (	2 939 689)
Produit de cession	3	1 000 000	11 500	
Amortissement	4	2 353 841	2 321 837	2 289 313
(Gain) perte sur cession	5		(11 500)	
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(948 595)	(2 276 346)	(650 376)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		27 900	(652 779)
Variation des stocks de fournitures	9		(11 462)	(37 076)
Variation des autres actifs non financiers	10		(109 462)	(11 918)
	11		(93 024)	(701 773)
	12	413 349	(2 492 732)	(3 055 332)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	413 349	(2 492 732)	(3 055 332)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(27 031 937)	(24 051 740)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16		(554 648)	(479 513)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(27 586 585)	(24 531 253)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(30 079 317)	(27 586 585)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015 Redressé note 20
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	52 542	68 014
Débiteurs (note 5)	2	3 598 368	3 016 201
Prêts (note 6)	3	15 000	18 000
Placements de portefeuille (note 7)	4	81	606 199
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	3 665 991	3 708 414
PASSIFS			
Découvert bancaire	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	4 318 600	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	2 390 919	3 711 269
Revenus reportés (note 12)	12	284 969	485 680
Dette à long terme (note 13)	13	26 750 820	27 098 050
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	33 745 308	31 294 999
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(30 079 317)	(27 586 585)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	53 644 665	51 368 319
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	1 155 000	1 182 900
Stocks de fournitures	19	453 842	442 380
Autres actifs non financiers (note 17)	20	160 375	50 913
	21	55 413 882	53 044 512
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	25 334 565	25 457 927

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
			Redressé note 20
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(123 362)	(1 703 183)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	2 321 837	2 289 313
Autres			
- Gain sur cession	3	(11 500)	
- Baisse de valeur - propriétés	4	27 900	
	5	2 214 875	586 130
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(582 167)	(37 647)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(1 320 350)	2 014 278
Revenus reportés	9	(200 711)	76 820
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		(652 779)
Stocks de fournitures	12	(11 462)	(37 076)
Autres actifs non financiers	13	(109 462)	(11 918)
	14	(9 277)	1 937 808
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(4 598 183)	(2 939 689)
Produit de cession	16	11 500	
	17	(4 586 683)	(2 939 689)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19	3 000	
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21	606 118	1 094 750
	22	609 118	1 094 750
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	23	1 400 000	656 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(1 750 591)	(1 336 543)
Variation nette des emprunts temporaires	25	4 318 600	
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	3 361	(4 196)
Autres			
- Émission de dettes à LT	27		495 237
-	28		
	29	3 971 370	(189 502)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	(15 472)	(96 633)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	68 014	164 647
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	32		
Solde redressé	33	68 014	164 647
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)			
	34	52 542	68 014

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Sainte-Brigitte-de-Laval, ci-après désignée la 'Ville' est un organisme municipal constitué en 1863.
Depuis le 8 novembre 2012, la Ville est régie par la Loi sur les cités et les villes (L.R.Q., chapitre C-19).

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

La Ville ne contrôle aucun organisme et ne participe à aucun partenariat.

B) Comptabilité d'exercice

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatations suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les compensations tenant lieu de taxes sont constatées lorsque les demandes sont approuvées par le MAMOT;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à des créances;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de la publicité des droits;
- Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires (encaisse et découvert bancaire).

Placements

Les placements temporaires sont présentés au moindre du coût et de la juste valeur.

D) Passifs

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

E) Actifs non financiers

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Les dons de stocks sont comptabilisés à la juste valeur marchande quand la juste valeur marchande peut être déterminée de façon raisonnable et quand les stocks auraient autrement été achetés par la Ville.

Immobilisations

1. Les immobilisations sont comptabilisées au coût.

L'amortissement est calculé en fonction de leur durée de vie utile selon la méthode linéaire aux taux suivants :

Infrastructures 2,5 % à 20 %

Bâtiments 2,5 % à 20 %

Véhicules 5 % à 20 %

Ameublement et

équipement de bureau 10 % à 33,33 %

Machinerie, outillage et

équipements 5 % à 20 %

2. Immobilisations en cours

Ce poste comprend les charges en immobilisations effectuées et capitalisées pour les projets d'immobilisations qui sont en cours à la fin de l'exercice. Ce poste est transitoire jusqu'à la fermeture des projets.

3. Cession d'immobilisations

Le gain ou la perte sur cession d'immobilisations est comptabilisé à l'état des résultats. Cependant, si l'immobilisation a été acquise par la voie d'un règlement d'emprunt et que l'emprunt n'est pas complètement remboursé lors de la vente, le montant du produit de la vente devra être utilisé pour le remboursement de la dette du règlement.

4. Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

S/O

F) Revenus

Les revenus de transfert sont constatés et comptabilisés aux états financiers à titre de revenus dans

l'exercice au cours duquel les transferts sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité sont atteints sauf si les stipulations dont sont assortis les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

G) Avantages sociaux futurs

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est comptabilisé dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016****H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

La Ville a comptabilisé les montants payables suite au jugement de la Commission des relations du travail dans les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir au 31 décembre 2015 puisque le montant est payable sur plus d'un exercice et est par conséquent comptabilisé dans les autres dettes à long terme.

I) Instruments financiers

S/O

J) Autres éléments**Utilisation d'estimations**

La préparation d'états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés à titre de revenus et de charges au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs. Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses à l'égard des débiteurs, les durées de vie utiles des immobilisations, le passif au titre des sites contaminés, les contestations d'évaluation et les passifs dans le cadre des éventualités juridiques.

Prêts

Les prêts sont présentés au coût, déduction faite de toute provision pour moins-value durable.

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif.

Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subventions est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

Dettes à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis selon la méthode linéaire sur la durée de l'emprunt ou sur une période de 5 ans. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur nette de réalisation.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		
Placements de portefeuille	2		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	3	687 719	570 660
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	4		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	5	1 027 500	898 136
Gouvernement du Canada et ses entreprises	6		
Organismes municipaux	7		
Autres			
- Individus et promoteurs	8	1 450 361	1 134 453
- TPS/TVQ et intérêts	9	432 788	412 952
	10	3 598 368	3 016 201
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	71 729	80 696
Organismes municipaux	12		
Autres tiers	13		
	14	71 729	80 696
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	15	46 753	
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	16		
Prêts à un fonds d'investissement	17		
Autres			
- Résidence le Trèfle d'Or	18	15 000	18 000
-	19		
	20	15 000	18 000
Provision pour moins-value déduite des prêts	21		
Note			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23	81	606 199
	24	81	606 199
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	25		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	26	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	27 (_____)	(_____)
	28	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	29	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	30	
Régimes à cotisations déterminées	31 212 767	205 664
Autres régimes (REER et autres)	32	
Régimes de retraite des élus municipaux	33	
	34	
	<u>212 767</u>	<u>205 664</u>

Se référer à la section « Autres renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	35	
Autres	36	
	37	

Note

10. Emprunts temporaires		
La Ville possède une marge de crédit portant intérêt au taux préférentiel plus 0,25 % d'un montant autorisé de 768 515 \$ en lien avec le règlement d'emprunt 720-14. Au 31 décembre 2016, la totalité du solde autorisé est disponible.		
La Ville possède une marge de crédit portant intérêt au taux préférentiel plus 0,25 % d'un montant autorisé de 3 980 000 \$ en lien avec le règlement d'emprunt 651-12. Au 31 décembre 2016, 1 200 000 \$ est disponible sur le solde autorisé.		
La Ville possède un emprunt bancaire portant intérêt à 2,95 % d'un montant autorisé de 1 538 600 \$ en lien avec les règlements d'emprunt 776-16, 769-16, 751-15 et 633-11. Au 31 décembre 2016, aucun solde n'est disponible.		
La Ville possède une marge de crédit portant intérêt au taux préférentiel plus 0,25 % d'un montant autorisé de 700 000 \$. Au 31 décembre 2016, la totalité du solde autorisé est disponible.		
Au 31 décembre 2016, le taux préférentiel était de 2,70 %.		

11. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	38	1 471 926	2 883 943
Salaires et avantages sociaux	39		146 625
Dépôts et retenues de garantie	40	813 526	571 241
Provision pour contestations d'évaluation	41		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	42		
Frais d'assainissement des sites contaminés	43		
Autres			
- Intérêts courus dette LT	44	105 467	109 460
-	45		
-	46		
-	47		
-	48		
	49	<u>2 390 919</u>	<u>3 711 269</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

12. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	50	48 096	42 489
Transferts	51		
Fonds parcs et terrains de jeux	52	128 252	364 987
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53	19 365	12 681
Société québécoise d'assainissement des eaux	54		
Fonds de développement des territoires	55		
Autres			
- Payés d'avance urbanisme	56	77 067	53 334
- Payés d'avance loisirs	57	12 189	12 189
-	58		
-	59		
	60	284 969	485 680

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

						2016	2015
13. Dette à long terme							
		<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,75	4,95	2017	2047	61	26 809 000	26 818 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					62		
Gains (pertes) de change reportés					63		
					64		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					65	3 514	5 202
Organismes municipaux					66		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					67		
Autres	3,00	6,00	2017	2017	68	155 334	495 237
					69	26 967 848	27 318 439
Frais reportés liés à la dette à long terme					70	(217 028)	(220 389)
					71	26 750 820	27 098 050

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>		<u>Total 2016</u>			
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>				
2017	72	80	1 474 400	88	97	155 334	105	1 629 734
2018	73	81	1 473 000	89	98		106	1 473 000
2019	74	82	1 514 400	90	99		107	1 514 400
2020	75	83	1 481 000	91	100		108	1 481 000
2021	76	84	1 522 000	92	101		109	1 522 000
2022 et +	77	85	19 347 714	93	102		110	19 347 714
	78	86	26 812 514	94	103	155 334	111	26 967 848
Intérêts et frais accessoires				95	()		112	()
	79	87	26 812 514	96	104	155 334	113	26 967 848

Note

		2016	2015
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	114	(30 079 317)	(27 586 585)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	115	()	()
Autres	116	()	()
	117	(30 079 317)	(27 586 585)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	118	6 946 828	146	156 651	173	200		7 103 479
Eaux usées	119	8 149 270	147	156 651	174	201		8 305 921
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	120	32 032 799	148	488 568	175	202		32 521 367
Autres	121	1 940 018	149	169 280	176	203		2 109 298
Réseau d'électricité	122		150		177	204		
Bâtiments	123	9 785 364	151	26 713	178	205		9 812 077
Améliorations locatives	124		152		179	206		
Véhicules	125	3 065 966	153	455 320	180	207		3 521 286
Ameublement et équipement de bureau	126	582 367	154	165 806	181	208		748 173
Machinerie, outillage et équipement divers	127	941 376	155	123 413	182	209		1 064 789
Terrains	128	1 847 256	156		183	210		1 847 256
Autres	129		157		184	211		
	130	<u>65 291 244</u>	158	<u>1 742 402</u>	185		212	<u>67 033 646</u>
Immobilisations en cours	131	<u>3 816 353</u>	159	<u>2 855 781</u>	186		213	<u>6 672 134</u>
	132	<u>69 107 597</u>	160	<u>4 598 183</u>	187		214	<u>73 705 780</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	133	1 289 770	161	222 389	188	215		1 512 159
Eaux usées	134	3 530 910	162	289 417	189	216		3 820 327
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	135	7 911 038	163	1 139 098	190	217		9 050 136
Autres	136	517 253	164	96 233	191	218		613 486
Réseau d'électricité	137		165		192	219		
Bâtiments	138	2 125 296	166	272 803	193	220		2 398 099
Améliorations locatives	139		167		194	221		
Véhicules	140	1 224 655	168	175 047	195	222		1 399 702
Ameublement et équipement de bureau	141	526 942	169	44 501	196	223		571 443
Machinerie, outillage et équipement divers	142	593 099	170	81 077	197	224		674 176
Autres	143	20 315	171	1 272	198	225		21 587
	144	<u>17 739 278</u>	172	<u>2 321 837</u>	199		226	<u>20 061 115</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	145	<u>51 368 319</u>					227	<u>53 644 665</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	228		231		233		235	
Amortissement cumulé	229	(_____)	232	(_____)	234	(_____)	236	(_____)
Valeur comptable nette	230	<u>_____</u>					237	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	238	1 155 000	1 182 900
Immeubles industriels municipaux	239		
Autres	240		
	241	1 155 000	1 182 900
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	242		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	243	1 155 000	1 182 900

Note**17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance			
-	244		
-	245		
-	246		
Autres			
- Assurances	247	160 375	50 913
-	248		
	249	160 375	50 913

Note**18. Obligations contractuelles**

La Ville s'est engagée, en vertu de contrats, à obtenir les services suivants :

Services	Échéance des contrats	Solde de l'engagement au 31-12-2016
Fourniture sable-salé	2017	70 930 \$
Fourniture pierre concassée	2017	99 087 \$
Entretien ménager	2019	90 375 \$
Services d'évaluateurs	2019	453 231 \$
Vérification comptable	2017	51 051 \$
Vidange fosses septiques	2017	58 291 \$
Disposition matières résiduelles	2017	230 411 \$
Police d'assurances	2017	90 179 \$
Balai Mécanique	2018	56 493 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Sel de déglçage	2017	58 178 \$
Entretien éclairage public	2018	51 023 \$

Les paiements minimums exigibles au cours des trois prochains exercices sont les suivants :

2017 - 881 196 \$
2018 - 206 510 \$
2019 - 170 493 \$

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

RESPONSABILITÉ SOLIDAIRE

La Ville est responsable, solidairement avec les autres municipalités membres de la Municipalité régionale de comté de la Jacques-Cartier, des obligations de la Municipalité régionale de comté de la Jacques-Cartier.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

Les activités de la Ville sont assujetties à un large éventail de lois et règlements généraux et sectoriels. La direction de la Ville est d'avis que les litiges en délibération à la CRT sont sans fondement. Elle a l'intention de défendre vigoureusement sa position. Conséquemment, aucune provision ne figure aux états financiers.

Au 31 décembre 2016, les réclamations pendantes non provisionnées et couvertes par les assurances contre la Ville s'élèvent à 213 943 \$. La Ville conteste le bien-fondé de ces réclamations pour lesquelles elle n'a inscrit aux livres aucun montant.

d) Autres

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016****20. Redressement aux exercices antérieurs****Subvention à recevoir - MELS**

La Ville a comptabilisé au 31 décembre 2015 à l'état de la situation financière des subventions à recevoir du gouvernement du Québec concernant des paiements de transferts relatifs à différents programme d'aide concernant la construction d'immobilisations et d'autres dépenses financées ou devant être financées par des emprunts pour lesquels les travaux ont été réalisés.

Au 31 décembre 2015, cette situation constituait une dérogation à la norme comptable sur les paiements de transfert qui prévoit la comptabilisation des subventions lorsqu'elles sont autorisées par le gouvernement à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que les bénéficiaires ont satisfait aux critères d'admissibilité.

Au 31 décembre 2016, la Ville a retraité la comptabilisation de cette subvention de façon à ce qu'elle soit comptabilisée selon la norme comptable sur les paiements de transferts. Les impacts pour l'exercice comparatif 2015 sont les suivantes :

Débiteurs du gouvernement du Québec (176 980) \$
Excédent (déficit) accumulé (176 980) \$
Financement des projets en cours 176 980 \$

Fonds de parcs et terrains de jeux et de carrières et sablières

Au cours de l'exercice, la Ville a modifié rétroactivement la méthode comptabilisation des fonds de parcs et terrains de jeux et de carrières et sablières. Suite à une analyse effectuée par le MAMOT, l'interprétation de la norme comptable SP3100 - Actifs et revenus reportés du Manuel de comptabilité de CPA Canada du secteur public indique que ces fonds doivent être présentés à titre de revenus reportés car ils sont grevés d'affectations d'origine externe et que la ville n'a pas la possibilité de les virer à l'excédent de fonctionnement non affecté. Ces sommes doivent être présentées à titre de revenus reportés et peuvent être constatées à titre de revenus seulement lorsque la ville engendre des dépenses admissibles. Les impacts pour l'exercice comparatif 2015 sont les suivants :

État de la situation financière (S20)
Excédent (déficit) accumulé - réserves financières et fonds réservés (377 668\$)
Passifs - Revenus reportés 377 668\$

État des résultats S-14 et S-18
Revenus (75 135\$)
Excédent (déficit) de l'exercice (75 135\$)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice (302 533\$)

Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales S-15
Affectation - Fonds réservés 75 135\$

Chiffres correspondants

Certains chiffres de l'exercice précédent ont fait l'objet d'un reclassement afin qu'ils soient conformes à la présentation de l'exercice courant.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale le 16 novembre 2015.

22. Instruments financiers

S.O.

		2016	2015
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Encaisse	250	52 542	68 014
Découvert bancaire	251	()	()
<i>Ajouter</i>			
-	252		
-	253		
-	254		
-	255		
<i>Déduire</i>			
-	256	()	()
-	257	()	()
-	258	()	()
-	259	()	()
-	260	()	()
-	261	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	262	52 542	68 014
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	263		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

24. Fonds local d'investissement

2016

2015

RÉSULTATS**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	264
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	265
Autres revenus	266
	<u>267</u>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	268
Variation de la provision pour moins-value	269
	<u>270</u>
Autres charges	271
	<u>272</u>
Excédent (déficit) de l'exercice	273

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	274		
Placements de portefeuille	275		
Débiteurs	276		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	277		
Provision pour moins-value	278	()
	<u>279</u>		
	<u>280</u>		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	281		
Revenus reportés	282		
Dette à long terme	283		
	<u>284</u>		
Solde du Fonds local d'investissement	285		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	286
Supportant les engagements de prêts	287
Supportant les garanties de prêts	288
	<u>289</u>

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

25. Fonds local de solidarité**2016****2015****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	290
Revenus sur les prêts aux entreprises	291
Autres revenus	292
	<hr/> 293 <hr/>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	294
Variation de la provision pour moins-value	295
	<hr/> 296 <hr/>
Intérêts sur la dette à long terme	297
Autres charges	298
	<hr/> 299 <hr/>

Excédent (déficit) de l'exercice	300
---	------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	301		
Placements de portefeuille	302		
Débiteurs	303		
Prêts aux entreprises	304		
Provision pour moins-value	305	() (
	<hr/> 306 <hr/>		
	307		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	308
Revenus reportés	309
Dette à long terme	310
	<hr/> 311 <hr/>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	312
Excédent (déficit) non affecté	313
	<hr/> 314 <hr/>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	315
Supportant les engagements de prêts	316
	<hr/> 317 <hr/>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 (365 269)	40 022
Excédent de fonctionnement affecté	2 404 689	404 689
Réserves financières et fonds réservés	3 1 366 115	1 208 751
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (155 334 ) (	495 237)
Financement des investissements en cours	5 (3 989 516)	(1 527 011)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 28 073 880	25 826 713
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	8
	8 25 334 565	25 457 927
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 (365 269)	40 022
Organismes contrôlés ¹	10	11
	11 (365 269)	40 022
Excédent de fonctionnement affecté		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Aqueduc	12 165 448	165 448
- Aide à la jeunesse	13 3 792	3 792
- Boues	14 235 449	235 449
-	15	
-	16	
-	17	
-	18	
-	19	
-	20	
	21 404 689	404 689
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
	22	
	23	
	24	
	25	
	26 404 689	404 689
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières		
-	27	
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	33 744 483	530 987
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	34 621 632	677 764
Organismes contrôlés	35	
Montant non réservé		
Administration municipale	36	
Organismes contrôlés	37	
Fonds local d'investissement	38	
Fonds local de solidarité	39	
Autres		
-Fond de parcs et terrains jeux	40	
-Carrières et sablières	41	
	42 1 366 115	1 208 751
	43 1 366 115	1 208 751

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2016

2016

2015

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)**Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables

Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	44	()	()
Régimes non capitalisés	45	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	46	()	()
Autres	47	()	()
Régimes non capitalisés	48	()	()
	49	()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	50	()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	51	()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	52	()	()
Autres			
-	53	()	()
-	54	()	()
	55	()	()

Mesures d'allègement fiscal transitoires

Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	56	()	()
Intérêts sur la dette à long terme	57	()	()
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	58	()	()
Utilisation du fonds de roulement	59	()	()
Mesure relative aux frais reportés	60	()	()
Autres			
-	61	()	()
-	62	()	()
	63	()	()

Financement à long terme des activités de fonctionnement

Mesure transitoire relative à la TVQ	64	()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	65	()	()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	66	()	()
Autres			
- Indemnités aux anciens cadres	67	155 334	(495 237)
-	68	()	()
	69	155 334	(495 237)

Éléments présentés à l'encontre des DCTP

Financement des activités de fonctionnement	70		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	71		
Prêts aux entrepreneurs dans le cadre du FLI et du FLS	72		
Autres			
-	73		
	74		
	75	155 334	(495 237)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	76	
Investissements à financer	77 (3 989 516) (1 527 011)	(1 527 011)
	78 (3 989 516)	(1 527 011)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	79 53 644 665	51 368 319
Propriétés destinées à la revente	80 1 155 000	1 182 900
Prêts	81 15 000	18 000
Placements de portefeuille à titre d'investissement	82	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	83	
	84 54 814 665	52 569 219
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	85 26 750 820	27 098 050
Frais reportés liés à la dette à long terme	86 217 028	220 389
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	87 (71 729) (80 696)	(80 696)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	88 () ()	()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	89 (155 334) (495 237)	(495 237)
	90 26 740 785	26 742 506
Dette en cours de refinancement et autres éléments	91	
	92 26 740 785	26 742 506
	93 28 073 880	25 826 713

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2	3

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4	
Charge de l'exercice	5 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	6	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12	
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21	
Cotisations salariales des employés	22 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33	
Rendement espéré des actifs	34 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35	
Charge de l'exercice	36	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
	56	57	58
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	_____	_____	_____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2016	2015
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	60	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	61	
Passif à la fin de l'exercice	62	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	<u>2016</u>	<u>2015</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69 (_____)	(_____)	
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres	75		
-	76		
-	77		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
	<u> </u>	<u> </u>	
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 1

Description des régimes et autres renseignements

Cotisation déterminée selon un pourcentage du salaire.

Employé cotise 9% et l'employeur contribue d'un pourcentage équivalent.

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91 <u> 212 767 </u>	<u> 205 664 </u>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2016	2015
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 93		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

94 Oui
95 Non

	2016	2015
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96		

Description du régime

	2016	2015
Cotisations des élus au RREM 97		
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 98		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99		
100		

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2016

Administration municipale

Dettes à long terme	1	26 967 848
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	3 989 516
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	71 729
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	30 885 635
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

Endettement net à long terme	16	30 885 635
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	80 599
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	

Endettement total net à long terme	20	30 966 234
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération

	21	
	22	
	23	

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	30 966 234
---	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus)

	26	
--	----	--

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

TAXES		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	4 279 654	4 326 082	4 251 897
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3	1 163 295	1 153 554	1 150 685
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	5 442 949	5 479 636	5 402 582
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	363 143	381 771	358 993
Égout	11	246 949	251 464	242 562
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	533 460	539 645	530 524
Autres				
-Entretien des routes	14	2 091 690	2 126 037	2 087 313
-Déneigement rues privées	15	81 249	88 914	80 738
-Fosses septiques	16	118 272	120 152	118 158
Centres d'urgence 9-1-1	17	18 700	21 652	21 652
Service de la dette	18	227 664	226 395	227 554
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	3 681 127	3 756 030	3 667 494
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	3 681 127	3 756 030	3 667 494
	26	9 124 076	9 235 666	9 070 076

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
	31		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32		
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34	43 320	69 954
	35	43 320	69 954
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40	43 320	69 954
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41	4 230	3 869
Taxes sur une autre base			7 762
Taxes, compensations et tarification	42		
Taxes d'affaires	43		
	44	4 230	3 869
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité			
Autres	48		
	49	15 600	6 327
	50	15 600	6 327
	51	63 150	73 823
			40 054

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

TRANSFERTS	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52	1 200	3 783
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	6 690	6 177
Enlèvement de la neige	58	63 758	65 235
Autres	59	10 500	10 538
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	1 555	3 117
Réseau de distribution de l'eau potable	68		
Traitement des eaux usées	69		
Réseaux d'égout	70		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72	75 545	184 622
Tri et conditionnement	73		94 352
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79	1 800	1 541
Sécurité du revenu	80		1 311
Autres	81		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		15 114
Rénovation urbaine	83	1 100	1 644
Promotion et développement économique	84		
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86	6 000	6 970
Activités culturelles			
Bibliothèques	87		32 506
Autres	88	16 000	12 091
Réseau d'électricité	89		
	90	182 593	319 081
			284 430

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95	20 800	
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96	22 000	35 473
Enlèvement de la neige	97		10 487
Autres	98	13 000	
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	200 000	
Réseau de distribution de l'eau potable	107	254 000	51 873
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109	19 500	
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124	31 000	
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125	1 720 510	5 704
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127	39 975	
Réseau d'électricité	128		
	129	2 320 785	87 346
			16 191

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130		
Péréquation	131		
Neutralité	132		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134		
Fonds de développement des territoires	135		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136		
Autres	137		
	138		
TOTAL DES TRANSFERTS	139 2 503 378	406 427	300 621

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145		
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité	180		
	181		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	29 860	43 034	33 042
Sécurité publique	183		145 311	
Transport				
Réseau routier	184			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189	41 000	8 882	26 296
Hygiène du milieu	190	2 500	4 419	1 967
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	4 000		3 000
Loisirs et culture	193	160 690	201 987	185 084
Réseau d'électricité	194			
	195	238 050	403 633	249 389
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	238 050	403 633	249 389
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	79 598	92 225	81 780
Droits de mutation immobilière	198	500 000	413 821	429 440
Droits sur les carrières et sablières	199	10 000	691	19 971
Autres	200	7 000		7 750
	201	596 598	506 737	538 941
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	62 000	68 855	46 298
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	203			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	204	100 000	136 045	75 232
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205		11 500	
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206			360 000
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208	114 130		25 350
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	209			
Contributions des organismes municipaux	210			
Autres contributions	211		421 412	
Autres	212	60 000	(27 900)	38 582
	213	174 130	405 012	423 932
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	214			

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		Budget 2016	Réalizations 2016		Total	Réalizations 2015
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	254 407	300 733	8 055	308 788	273 042
Greffe et application de la loi	2	568 005	368 321		368 321	1 233 664
Gestion financière et administrative	3	944 886	903 916	90 720	994 636	1 500 094
Évaluation	4	136 940	122 546		122 546	151 947
Gestion du personnel	5	16 524	66 524		66 524	17 796
Autres						
-	6	138 927	117 012		117 012	113 184
-	7					
	8	2 059 689	1 879 052	98 775	1 977 827	3 289 727
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	622 692	616 461		616 461	614 314
Sécurité incendie	10	509 133	513 561	117 922	631 483	566 536
Sécurité civile	11	72 842	51 777		51 777	91 037
Autres	12	135 414	131 185	18 794	149 979	155 427
	13	1 340 081	1 312 984	136 716	1 449 700	1 427 314
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	958 619	933 090	984 393	1 917 483	1 819 583
Enlèvement de la neige	15	1 265 637	1 322 320	362 124	1 684 444	1 612 556
Éclairage des rues	16	81 206	96 864	2 628	99 492	78 446
Circulation et stationnement	17	23 491	31 252		31 252	25 077
Transport collectif						
Transport en commun	18	50 700	50 701		50 701	53 346
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	2 379 653	2 434 227	1 349 145	3 783 372	3 589 008

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

	Budget 2016		Réalizations 2016		Total	Réalizations 2015
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	134 279	163 827	158 756	322 583	275 098
Réseau de distribution de l'eau potable	24	80 013	61 729	109 735	171 464	164 407
Traitement des eaux usées	25	120 153	112 348	180 279	292 627	257 134
Réseaux d'égout	26	53 026	49 850	96 344	146 194	143 645
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	171 389	155 383		155 383	145 583
Élimination	28	327 023	340 199		340 199	331 182
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	112 777	119 959		119 959	80 960
Tri et conditionnement	30					15 452
Matières organiques						
Collecte et transport	31	60 362	101 282		101 282	12 007
Traitement	32	41 344	31 788		31 788	
Matériaux secs	33	19 546				
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					33 090
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	637				980
Autres	39					110 476
	40	1 120 549	1 136 365	545 114	1 681 479	1 570 014
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	10 923	10 006		10 006	9 267
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	10 923	10 006		10 006	9 267
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	360 343	409 425	1 711	411 136	345 773
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48					
Tourisme	49					
Autres	50	84 256	56 922		56 922	49 468
Autres	51					333 202
	52	444 599	466 347	1 711	468 058	728 443

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	Budget 2016		Réalizations 2016		Réalizations 2015	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	469 070	495 467	190 376	685 843	589 599
Patinoires intérieures et extérieures	54	95 377	90 774		90 774	80 896
Piscines, plages et ports de plaisance	55	1 938	1 099		1 099	1 009
Parcs et terrains de jeux	56	147 942	189 032		189 032	160 026
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58	193 523	191 514		191 514	145 155
Autres	59					
	60	907 850	967 886	190 376	1 158 262	976 685
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	17 829	20 737		20 737	17 740
Bibliothèques	62	107 807	81 087		81 087	76 204
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63	5 400				
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	56 173	57 014		57 014	60 152
	66	187 209	158 838		158 838	154 096
	67	1 095 059	1 126 724	190 376	1 317 100	1 130 781
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
68						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	645 374	601 600		601 600	705 084
Autres frais	70					
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	49 670	70 418		70 418	(1 912)
	73	695 044	672 018		672 018	703 172
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION						
	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
	75	2 353 841	2 321 837	(2 321 837)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert par sources	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Rémunération des élus	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	37
Taux des taxes	38
Questionnaire	40

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la Ville de Sainte-Brigitte-de-Laval (ci-après « la Ville »). Ce taux a été établi par la direction de la Ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

[Original signé par]

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

1 CPA auditeur, CMA, permis de comptabilité publique no A126371

DATE 2017-05-08

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		9 235 666
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		<hr/>
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<hr/>	10 <hr/>
Revenus de taxes	11		9 235 666

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes		1	9 235 666
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u> </u>
Total partiel		4	<u>9 235 666</u>
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	116 333	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	21 652	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10 <u>137 985</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		11	<u>9 097 681</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2016 ²	1	749 319 800
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2016 ²	2	762 875 900
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	756 097 850

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	9 097 681
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	756 097 850
Taux global de taxation réel de 2016	6	 1 , 2 0 3 2 / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2016 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2016 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		Budget 2016	Réalizations 2016	Réalizations 2015
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	51 500		
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	51 500		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	813 186		
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	1 189 085		
Autres infrastructures	11		4 598 183	2 939 689
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13			
Édifices communautaires et récréatifs	14	2 700 113		
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	184 000		
Ameublement et équipement de bureau	18	83 000		
Machinerie, outillage et équipement divers	19	178 052		
Terrains	20	(1 000 000)		
Autres	21	52 000		
	22	4 302 436	4 598 183	2 939 689

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Infrastructures autres que pour nouveau développement

Conduites d'eau potable	23			
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27		4 598 183	2 939 689
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33			
	34		4 598 183	2 939 689

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	26 818 000	1 400 000	1 409 000	26 809 000
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	5 202		1 688	3 514
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6	495 237		339 903	155 334
	7	27 318 439	1 400 000	1 750 591	26 967 848
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme	9				
Excédent de fonctionnement affecté	10				
Réserves financières et fonds réservés	11				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	4 093 127		196 100	3 897 027
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	23 144 616	1 400 000	1 545 524	22 999 092
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	27 237 743	1 400 000	1 741 624	26 896 119
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	80 696		8 967	71 729
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	80 696		8 967	71 729
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21	80 696		8 967	71 729
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25	80 696		8 967	71 729
	26	27 318 439	1 400 000	1 750 591	26 967 848
Dette en cours de refinancement	27	()		()	()
Reclassement / Redressement	28				
	29	27 318 439	1 400 000	1 750 591	26 967 848

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1	117 427	84 057	112 243
Évaluation	2	135 100	120 501	150 623
Autres	3	27 572	32 264	
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7	11 508	11 508	12 220
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	32 896	32 896	34 622
Autres	10	17 805	17 805	18 724
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	6 780	6 780	8 965
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	31 823	31 823	49 145
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	43 880	43 880	36 700
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	16 924	16 924	20 844
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	441 715	398 438	444 086

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	10,00	35,00	21 590,00	860 564	168 552	1 029 116
Professionnels	2						
Cols blancs	3	20,00	35,00	40 401,00	834 841	163 514	998 355
Cols bleus	4	21,00	40,00	43 292,00	1 104 627	216 356	1 320 983
Policiers	5						
Pompiers	6	33,00	8,00	11 436,00	320 775	62 828	383 603
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	84,00		116 719,00	3 120 807	611 250	3 732 057
Élus	9	7,00			176 191	11 074	187 265
	10	91,00			3 296 998	622 324	3 919 322

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	319 081	36 913	50 433		406 427
	17	319 081	36 913	50 433		406 427

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement		+	Amortissement des immobilisations		=	Charges		-	Services rendus		=	Coût des services municipaux	Frais de financement	
Administration générale																
Grefte et application de la loi	1	368 321	27		53	368 321	79		105		368 321	131				
Évaluation	2	122 546	28		54	122 546	80		106		122 546	132				
Autres	3	1 388 185	29	98 775	55	1 486 960	81	43 034	107		1 443 926	133			672 018	
	4	1 879 052	30	98 775	56	1 977 827	82	43 034	108		1 934 793	134			672 018	
Sécurité publique																
Police	5	616 461	31		57	616 461	83	145 311	109		471 150	135				
Sécurité incendie	6	513 561	32	117 922	58	631 483	84		110		631 483	136				
Sécurité civile	7	51 777	33		59	51 777	85		111		51 777	137				
Autres	8	131 185	34	18 794	60	149 979	86		112		149 979	138				
	9	1 312 984	35	136 716	61	1 449 700	87	145 311	113		1 304 389	139				
Transport																
Réseau routier																
Voirie municipale	10	933 090	36	984 393	62	1 917 483	88		114		1 917 483	140				
Enlèvement de la neige	11	1 322 320	37	362 124	63	1 684 444	89		115		1 684 444	141				
Autres	12	128 116	38	2 628	64	130 744	90		116		130 744	142				
Transport collectif	13	50 701	39		65	50 701	91		117		50 701	143				
Autres	14		40		66		92		118			144				
	15	2 434 227	41	1 349 145	67	3 783 372	93		119		3 783 372	145				
Hygiène du milieu																
Eau et égout																
Approvisionnement et traitement de l'eau potable																
Réseau de distribution de l'eau potable	16	163 827	42	158 756	68	322 583	94	8 882	120		313 701	146				
Traitement des eaux usées	17	61 729	43	109 735	69	171 464	95		121		171 464	147				
Réseaux d'égout	18	112 348	44	180 279	70	292 627	96		122		292 627	148				
Autres	19	49 850	45	96 344	71	146 194	97		123		146 194	149				
Matières résiduelles																
Déchets domestiques et assimilés	20	495 582	46		72	495 582	98		124		495 582	150				
Matières recyclables	21	253 029	47		73	253 029	99		125		253 029	151				
Autres	22		48		74		100		126			152				
Cours d'eau	23		49		75		101		127			153				
Protection de l'environnement	24		50		76		102		128			154				
Autres	25		51		77		103		129			155				
	26	1 136 365	52	545 114	78	1 681 479	104	8 882	130		1 672 597	156				

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		Amortissement des immobilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement
			+	=	-		=				
Santé et bien-être											
Logement social	157	10 006	172	187	10 006	202	4 419	217	5 587	232	
Sécurité du revenu	158		173	188		203		218		233	
Autres	159		174	189		204		219		234	
	160	10 006	175	190	10 006	205	4 419	220	5 587	235	
Aménagement, urbanisme et développement											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	409 425	176	1 711	411 136	206		221	411 136	236	
Rénovation urbaine	162		177	192		207		222		237	
Promotion et développement économique	163	56 922	178	193	56 922	208		223	56 922	238	
Autres	164		179	194		209		224		239	
	165	466 347	180	1 711	468 058	210		225	468 058	240	
Loisirs et culture											
Activités récréatives	166	967 886	181	190 376	1 158 262	211	201 987	226	956 275	241	
Activités culturelles											
Bibliothèques	167	81 087	182	197	81 087	212		227	81 087	242	
Autres	168	77 751	183	198	77 751	213		228	77 751	243	
	169	1 126 724	184	190 376	1 317 100	214	201 987	229	1 115 113	244	
Réseau d'électricité	170		185	200		215		230		245	
	171	8 365 705	186	2 321 837	10 687 542	216	403 633	231	10 283 909	246	672 018

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		2016	2015
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	4 598 183	2 939 689
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	4 598 183	2 939 689

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Wanita Daniele, mairesse	39 471	16 216
Christiane Auclair, mairesse suppléante	16 500	8 250
Jean-Philippe Lemieux	12 375	6 187
Alain Dufresne	12 375	6 187
Louis-George Thomaasin	12 375	6 187
Charles Durocher	12 375	6 187
Jean-Philippe Mathieu	12 375	6 187

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		2016	2015
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	40 022	373 308
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	40 022	373 308
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	(405 291)	46 714
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		(380 000)
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7		
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(405 291)	(333 286)
Solde à la fin de l'exercice	12	(365 269)	40 022
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	404 689	404 689
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	404 689	404 689
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16		
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18		
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21		
Solde à la fin de l'exercice	22	404 689	404 689
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	1 208 751	1 424 442
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		(302 533)
Solde redressé au début de l'exercice	25	1 208 751	1 121 909
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	298 001	332 422
Activités d'investissement	27	(140 637)	(245 580)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	157 364	86 842
Solde à la fin de l'exercice	31	1 366 115	1 208 751

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

	2016	2015
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 (495 237)	()
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 (495 237)	()
Affectations		
Activités de fonctionnement - Augmentation	35 ()	()
Activités de fonctionnement - Diminution	36 339 903	
Financement à long terme des activités de fonctionnement	37 ()	(495 237)
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	38	
Solde à la fin de l'exercice	39 (155 334)	(495 237)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	40 (1 527 011)	1 578 860
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	41	(176 980)
Solde redressé au début de l'exercice	42 (1 527 011)	1 401 880
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	43 (2 462 505)	(2 928 891)
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	44	
Excédent de fonctionnement affecté	45	
Réserves financières et fonds réservés	46	
	47 (2 462 505)	(2 928 891)
Solde à la fin de l'exercice	48 (3 989 516)	(1 527 011)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	49 25 826 713	23 859 324
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	50	
Solde redressé au début de l'exercice	51 25 826 713	23 859 324
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	52	
Excédent de fonctionnement affecté	53	
Financement à long terme des activités d'investissement	54 (1 400 000)	(656 000)
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités d'investissement	55 1 410 688	1 336 543
Variation résiduelle de l'exercice	56 2 236 479	1 286 846
Solde à la fin de l'exercice	57 28 073 880	25 826 713

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

	RÈGLEMENT N°	MONTANT AUTORISÉ
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	1 860 430
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	2	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	3	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	4	
	5	1 860 430
Diminution		
	6	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	1 860 430

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	2016		2015
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 5 □ 4 □ 5 □ 5 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 6 □ 9 □ 6 □ 0 □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 1 , □ 0 □ 4 □ 2 □ 1 □ \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 1 , □ 3 □ 5 □ 4 □ 7 □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 1 , □ 0 □ 9 □ 1 □ 0 □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement
Eau	1	[2][2][5] , [7][5] \$
Égout	2	[1][7][7] , [0][0] \$
Eau et égout	3	[][][] , [][] \$
Traitement des eaux usées	4	[][][] , [][] \$
Matières résiduelles	5	[1][6][5] , [0][0] \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 [][] , [][][][] %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
-------------	------	-------------------	----------

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2016	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2016 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2016 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17		\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	140	22 <input type="checkbox"/>

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité applique-t-elle les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>	
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	28 <input type="checkbox"/>	29 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018			
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2016	30		
Facteur comparatif de 2016	31		
Valeur uniformisée	32		
12. Avez-vous reçu au cours de l'exercice ou êtes-vous en droit de recevoir pour cet exercice une subvention relative au <i>Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local</i> (PAERRL) de la part du MTMDET?	33 <input checked="" type="checkbox"/>	34 <input type="checkbox"/>	
Montant de l'aide financière reçue	35	2 030 \$	
Total des frais encourus admissibles au PAERRL :			
a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)	36	2 030 \$	
b) Dépenses d'investissement	37	\$	
c) Total des frais encourus admissibles	38	2 030 \$	
d) Description des dépenses d'investissement :			
Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des routes locales de niveaux 1 et 2 :			
a) Numéro de la résolution	39	XXX-06-17	
b) Date d'adoption de la résolution	40	2017-06-12	
Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue à la ligne 35, fournissez-en les justifications :			

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017	
Revenus de taxes	43
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	44
Calcul de certains revenus de taxes	45
Taux des taxes	47
Taux global de taxation prévisionnel	48
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	51
Questionnaire	53

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

TAXES**SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	5 622 475
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	561 968
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	6 184 443

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	382 976
Égout	11	257 966
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	553 207
Autres		
- ENTRETIEN DES ROUTES	14	2 110 220
- DÉNEIGEMENT RUES PRIVÉES	15	93 513
- FOSSES SEPTIQUES	16	120 476
Centres d'urgence 9-1-1	17	21 654
Service de la dette	18	
Activités de fonctionnement	19	
Activités d'investissement	20	
	21	3 540 012
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	22	
Autres	23	
	24	
	25	3 540 012
	26	9 724 455

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	7 800
Cégeps et universités	7	7 800
Écoles primaires et secondaires	8	43 320
	9	58 920
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	58 920

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	2 320
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	1 910
	21	4 230

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	63 150

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 743 498 320	X 5 0,5455	/100\$ 6 4 055 783				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 2 803 600	X 8 0,6960	/100\$ 9 19 513				
Immeubles non résidentiels	10 18 933 600	X 11 1,0421	/100\$ 12 197 307				
Immeubles industriels	13 312 100	X 14 1,3547	/100\$ 15 4 228				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19 123 340 400	X 20 1,0910	/100\$ 21 1 345 644				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			25 5 622 475	26 ()	27 ()	28	29 5 622 475
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 ()	56 ()	57	58

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>				
Taxes sur la valeur foncière											
Taxes générales											
Taxes spéciales											
Activités de fonctionnement (taux unique) 1	X	2 /100\$	3								
Activités de fonctionnement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres) 4	X	5 /100\$	6								
Immeubles de 6 logements ou plus 7	X	8 /100\$	9								
Immeubles non résidentiels 10	X	11 /100\$	12								
Immeubles industriels 13	X	14 /100\$	15								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels 16	X	17 /100\$	18								
Autres 19	X	20 /100\$	21								
Immeubles agricoles 22	X	23 /100\$	24								
Total			25					26 (.....	27 (.....	28	29
Taxes spéciales											
Activités d'investissement (taux unique) 30	X	31 /100\$	32								
Activités d'investissement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres) 33	X	34 /100\$	35								
Immeubles de 6 logements ou plus 36	X	37 /100\$	38								
Immeubles non résidentiels 39	X	40 /100\$	41								
Immeubles industriels 42	X	43 /100\$	44								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels 45	X	46 /100\$	47								
Autres 48	X	49 /100\$	50								
Immeubles agricoles 51	X	52 /100\$	53								
Total			54					55 (.....	56 (.....	57	58
	<u>Valeur locative imposable</u>										
Taxe d'affaires sur la valeur locative 59	X	60 %	61	62 (.....	63 (.....	64	65				

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	| 2 | 2 | 5 | , | 7 | 5 | \$
Égout	2	| 1 | 7 | 7 | , | 0 | 0 | \$
Eau et égout	3	| | | | , | | | \$
Traitement des eaux usées	4	| | | | , | | | \$
Matières résiduelles	5	| 1 | 6 | 5 | , | 0 | 0 | \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
-------------	------	-------------------	----------

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	9 724 455
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	_____
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8), et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	.....
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	.....
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	.....
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	.....
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	.....
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	.....
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	.....
	10	_____
Revenus de taxes	11	9 724 455

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	9 724 455
Ajouter		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2	.....
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	.....
Total partiel	4	9 724 455
Déduire		
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)		
Taxes d'affaires	5	.....
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	.....
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	94 024
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	21 654
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	.....
	10	115 678
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	11	9 608 777

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation
prévisionnel 1 9 608 777

Évaluation des immeubles imposables ayant servi à établir les
revenus de la taxe foncière générale 2 888 888 020

Taux global de taxation prévisionnel de 2017

(ligne 1 ÷ ligne 2) x 100 \$

3

		1
--	--	---

 ,

0	8	1	0
---	---	---	---

 /100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	<u>Autres</u>	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	197 307	4 228		1 345 644	19 513	
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5						
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	197 307	4 228		1 345 644	19 513	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	4 055 783			5 622 475
De secteur	10	561 968			561 968
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12				
Autres	13	3 518 358			3 518 358
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	8 136 109			9 702 801

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input checked="" type="checkbox"/>
b) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour le rôle d'évaluation foncière	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Pour le rôle de la valeur locative	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2017 pour des exploitations agricoles enregistrées?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	16		\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	17		\$
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	18	11 499 438	\$
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	19	1 421 000	\$
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	20	645 375	\$
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	21		\$

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 414 avenue Sainte-Brigitte
(no) (rue)
Sainte-Brigitte-de-Laval G0A 3K0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 825-2515
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 825-3114
(ind. rég.) (numéro)

Courriel mproulx@sbdl.net

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Marc Proulx, directeur général

Téléphone (418) 825-2515
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 825-3114
(ind. rég.) (numéro)

Courriel mproulx@sbdl.net

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 925 Grande Allée Ouest #400
(no) (rue)
Québec G1S 4Z4
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 624-3333
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jslapointe@deloitte.ca

Responsable du dossier Jean-Sébastien Lapointe, CPA Auditeur

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Marc Proulx, DG , atteste que le rapport financier de Sainte-Brigitte-de-Laval pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2017-05-08 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Sainte-Brigitte-de-Laval .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Sainte-Brigitte-de-Laval consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Sainte-Brigitte-de-Laval détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 25 est de (123 362) \$.

Le taux global de taxation réel de 2016 à la page S34 ligne 6 est de 1,2032 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2017-05-18 13:38:59

Date de transmission au Ministère : 2017/05/22